



Réunion groupe-pays Madagascar

Mardi 27 octobre 2020, de 14h30 à 16h30

Zoom

Compte-rendu

Présidence de la réunion : Isabelle Boudineau, Vice-Présidente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et Présidente du groupe-pays Madagascar

Animation : Zoé Courboin, Chargée de mission, Cités Unies France

Liste des participants : cf. Annexe 1

I. Accueil et introduction :

Isabelle Boudineau, Vice-Présidente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et Présidente du groupe-pays Madagascar

Remerciements aux participants pour leur présence.

L'ordre du jour est chargé, mais le groupe-pays Madagascar ne s'est pas réuni depuis quelques temps.

Tour de table (cf. Annexe 1 – Liste des participants)

Déclinaison de l'ordre du jour (cf. Annexe 2)

II. Lecture de la situation socio-économique, politique et sanitaire actuelle à Madagascar, dont l'insécurité alimentaire dans le Sud du pays :

Elsa Bernadoff, Rédactrice Madagascar, Maurice, Seychelles, MEAE

Des liens très forts existent entre la France et Madagascar, notamment humains avec une importante communauté malgache en France et une importante communauté française à Madagascar.

Relations très denses renforcées après l'élection de Andry Rajoelina à la fin de l'année 2018, avec des visites de haut niveau de part et d'autre, notamment avec le Président malgache qui s'est rendu en visite officielle en France en mai 2019 (sa première visite officielle hors de l'océan Indien), et la visite du Ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, en février 2020 à Madagascar (première visite d'un Ministre des Affaires étrangères depuis 5 ans).

Ces liens s'illustrent également par la densité de la coopération décentralisée française à Madagascar, puisque depuis environ 5 ans, c'est le 1^{er} / 2^{ème} pays récepteur d'aide publique au développement transitant par les collectivités territoriales, pour environ 4 millions d'euros par an. De nombreux défis restent à relever, notamment en cette période de crise sanitaire.

Sur le plan économique, de nombreux chantiers impliquant des entreprises françaises étaient en cours. Celles-ci étaient très désireuses d'investir à Madagascar puisque nous avons eu une visite du MEDEF fin 2019 (aussi la première visite depuis une quinzaine d'année). Ce lien est favorisé par la proximité régionale de La Réunion et de Mayotte.

Un plan « émergence de Madagascar », ambitieux, a été développé par l'actuel gouvernement malgache, pour lequel la France a été particulièrement sollicitée dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'agriculture durable, de la biodiversité et du développement urbain dont l'eau et l'assainissement. Il s'agit de sujets sur lesquels les collectivités sont particulièrement engagées.

La relation est dense et gagnerait de nouveau à être réactivée. L'action des CT sera très attendue et importante dans l'avenir proche.

Patrick Perez, Conseiller de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France à Madagascar

Concernant la situation sanitaire, il y a un décalage avec la France. Lorsque la France s'est confinée en mars 2020, Madagascar ne l'était pas encore. 15 jours/3 semaines après, le virus s'est répandu, sans que les taux de contamination soient affolants (ce qui était cohérent avec le fait que les tests ne soient pas disponibles en quantité - 60 000 tests effectués, principalement à Tananarive et à Tamatave). Puisque la population est jeune à Madagascar, il se peut que beaucoup d'entre eux ne se soient pas rendu compte d'être atteints de la Covid19. La situation s'est stabilisée pendant l'été.

La rentrée dans les 23 lycées français s'est effectuée plus tard, le 14 septembre (au lieu du 2 septembre), car il fallait faire rentrer à Madagascar toutes les équipes, dont les enseignants nouveaux. Des protocoles sanitaires très stricts ont été validés par le Ministère malgache de l'Éducation Nationale et mis en place. Les écoles publiques ont rouvert ce lundi (3 semaines / 1 mois après les écoles privées et les écoles françaises).

La population a du mal à respecter le confinement, dans les grandes artères de Tananarive, le masque n'est pas encore porté par tous. Il est probable que le nombre officiel de morts dû à la Covid19 soit plus faible que la réalité, mais il est parfois difficile de savoir la cause exacte du décès puisqu'il n'y a pas d'autopsie réalisée.

En revanche, le pays est fortement impacté au niveau économique et les impacts de la crise vont se faire sentir de manière de plus en plus aigüe.

Certains commerces ont déjà fermé. Beaucoup de gens ont perdu leur emploi, notamment dans le secteur du tourisme, qui représente environ 8% du PIB. L'arrêt des vols, dont ceux depuis la France et l'Italie, qui sont les deux plus grands pourvoyeurs de touristes à Madagascar sur les 360 000 de l'an dernier, a été difficile. Bien qu'Air France continue ses liaisons Tananarive – Paris, la suspension des vols a été problématique. Air Madagascar devrait arrêter ses vols de rapatriement le 2 novembre comme l'a annoncé récemment le Président.

Les entreprises ont également été impactées. Au départ, le FMI estimait une récession d'1%, qui a finalement atteint les 4%. La crise économique va se faire ressentir de façon de plus en plus aigüe. Les partenaires techniques et financiers (PTF), les Organisations non-gouvernementales (ONG) et les Collectivités territoriales françaises (CTF) se sont fortement mobilisées. Les PTF ont

parfois fait des dons sans conditionnalité (ex : le FMI a fait deux dons de 153 millions d'euros) pour la riposte à la crise Covid. La France a également participé, notamment le MEAE à travers son opérateur l'AFD, le SCAC à travers des ONG, et les collectivités territoriales. Les ONG ont été fortement impliquées dans cette crise sanitaire. L'AFD a octroyé un appui budgétaire de 15 millions d'euros auprès de contingences pour faciliter la riposte. UNICEF a fait des transferts monétaires aux familles les plus démunies, de l'ordre de 22-23 euros au taux actuel (l'ariary a baissé : 1 euro pour 4500-4600 ariary).

Le plan émergence a été retardé à cause de la crise sanitaire, il devrait prendre effet à partir de novembre. En revanche, le gouvernement avait mis un plan transitoire d'un montant total de 722 millions d'euros pour lutter contre la pandémie et relancer l'économie, avec une forte participation de l'État à hauteur de 387 millions, les PTF à hauteur de 111 millions. Il reste donc 224 millions à identifier.

Question : où en est la réouverture éventuelle des vols vers Madagascar ?

→ Entre Madagascar et la France, il y avait une entente. Air France mettait en place les vols Tananarive – Paris et Air Madagascar ceux de Paris – Madagascar (qui eux s'arrêtent le 2 novembre). Les vols Air France sont autorisés à embarquer quelques passagers mais plutôt estampillés soit gouvernement malgache, soit équipe France, mais ce ne sont pas des vols commerciaux (suspendus). A l'Ambassade de France à Madagascar, on ne délivre que des visas longs, des visas courts au compte-goutte, des visas de rapprochement pour les conjoints. On attend de savoir ce qu'il va être fait au niveau régional, car une possibilité pourrait s'effectuer via La Réunion, avec Air Austral ou Air Madagascar depuis l'aéroport de Saint-Denis pour le personnel diplomatique, les acteurs de la coopération décentralisée, les ONG, et peut-être les VSI. A Maurice, les vols sont complètement arrêtés et devraient reprendre en janvier 2021. Pour les hommes d'affaires, ils voyagent jusqu'à La Réunion et prennent ensuite des vols privés pour rejoindre Madagascar. Si les vols d'Air Madagascar s'arrête début novembre, on espère qu'Air France pourra disposer d'un quota de places pour faire rentrer toutes les personnes qui ont un visa, qui sont ou seront des résidents de Madagascar.

Question : le département de la Réunion n'accepte pas les français de Madagascar, alors que cela semblait naturel de pouvoir rapatrier les français à La Réunion et ensuite en France métropolitaine. Est-ce vrai ?

→ Il n'y pas eu de soucis particuliers. Des français (ou de la communauté internationale) atteints de la Covid19 ont été rapatriés sur l'île de La Réunion, si leur assurance le permettait. Il y a eu plus de 10 français dans ce cas.

→ Il y a des vols périodiquement organisés vers La Réunion, notamment le 28 octobre et lors de la 2^{ème} quinzaine de novembre.

Il faut ensuite une connexion directe avec la France car la préfecture peut prendre des dispositions au niveau du confinement. Il y a bien un test à effectuer avant le départ.

→ Pas de difficultés pour envoyer les étudiants malgaches qui étudient à La Réunion. Les liaisons n'ont pas été régulières, mais il y avait au moins 1 vol par semaine en moyenne depuis le début de la crise sanitaire.

III. Brève présentation des récents projets financés par la DAECT à Madagascar :

Guillaume Lagrée, Chargé de mission, DAECT

Malgré la crise sanitaire, les financements et les appels à projets (AAP) ont continué.

Les projets retenus pour Madagascar :

- AAP Jeunesse VI, entre le Conseil Départemental du Finistère et la région de Diana. Programme d'appui à l'engagement citoyen des jeunes d'une durée de 2 ans (2020-2021) ;
- AAP Jeunesse VI, entre le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et de la région Itasy (aussi au Burkina Faso, Sénégal et le Vietnam) d'une durée de 2 ans. Mobilisation et engagement professionnel ;
- AAP Jeunesse VI, entre le Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine et la région d'Alaotra Mangoro (et Mopti au Mali), concernant l'engagement des jeunes sur le développement durable ;
- Projet Clé en main porté par le réseau régional multi-acteurs (RRMA) Pays de Loire Coopération, dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, avec la commune d'Itampolo dans la région d'Atsimo-Atsinanana.

Question : Beaucoup de projets jeunesse concernent l'envoi et l'accueil de volontaires de réciprocité, mais au vu de la situation sanitaire, on ne sait pas ce qu'il est/sera possible de faire. Comment la DAECT se positionne à ce sujet ?

→ Il faut simplement se manifester, en signalant par écrit les difficultés rencontrées à la DAECT. A partir de là, les fonds peuvent être réorientés en fonction de la situation. Il y a plusieurs projets pour lesquels la DAECT a prolongé l'usage des crédits car tout avait été figé pendant la pandémie (les crédits n'ayant donc pas pu se dépenser en temps voulu). Il s'agit d'un cas de force majeure qui s'impose à tous.

IV. Rapide panorama sur les coopérations franco-malgaches en cours, par les collectivités territoriales présentes

Félix Bokassia, Conseiller délégué Solidarité internationale, ville de Château-Thierry

Cela fait des années que la collectivité entretient des liens avec la commune de Assa Tanana, dans les domaines du maraîchage et de la francophonie.

Question : Quelles sont les régions les plus touchées par la pandémie ?

→ Sur les 22 régions, 20 régions ont été impactées, sur les 110 districts, plus de 90 districts ont été impactés. Le virus est présent dans tout le pays, mais effectivement, il s'est concentré dans certaines villes (Tananarive et Tamatave) et région (Alaotra Mangoro). L'Ambassade de Madagascar en France déplore 220 morts. La zone la plus touchée est la ville de Tananarive (Grand Tana), dans un 2^{ème} temps, celle de Tamatave (la zone portuaire).

Mishou Randimbarisoa, Premier Conseiller, Ambassade de Madagascar en France

Quels sont les problèmes auxquels les CTF, les associations, les ONG font face ? Nous aimerions les recevoir par écrit afin de vous soutenir : infoambamadparis@yahoo.fr et mishourandimb@rovatraveltours.mg

→ Merci de faire un mail à Zoé Courboin, Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes de Cités Unies France, afin de faire un mail commun pour le groupe-pays Madagascar.

Bruno Lorion, Responsable de la Mission Coopération Internationale & Régionale, Conseil départemental de La Réunion

Le département de La Réunion souhaite faire connaître la situation dans le Sud malgache. La collectivité a récemment approuvé, dans le cadre d'une aide d'urgence, une subvention de 100 000 euros à deux associations – chacune (Médecins de l'Océan Indien, soutenue par le département depuis 32 ans ; et Père Pedro). Cette aide intervient en cohérence avec les initiatives et les mesures prises par le gouvernement malgache et bénéficiera aux centres nutritionnels et médicaux. Les deux associations connaissent très bien le Sud de Madagascar car elles sont ancrées dans ce territoire et elles ont les capacités opérationnelles d'intervention. L'acheminement et la distribution des vivres aux populations concernées sont donc garantis.

Le Président du Conseil départemental de La Réunion a tenu à saisir le Préfet de La Réunion, qui préside la plateforme de la France de l'Océan Indien. La plateforme regroupe la région de La Réunion et les départements de La Réunion et de Mayotte. Le sujet mérite une réflexion partagée et commune, lancée autour de la conception et de la mise en œuvre de projet de co-développement durable, notamment relatif à l'accès à la gestion de l'eau, l'agriculture et l'élevage. Le Préfet a saisi l'Ambassadeur délégué à la coopération pour la zone Océan Indien, Marcel Escure, et devrait prochainement réunir cette plateforme.

Au vu des enjeux, la perspective est d'aboutir à un groupement de coopérations, qui pourrait être ouvert aux collectivités métropolitaines.

Isabelle Boudineau, Vice-Présidente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et Présidente du groupe-pays Madagascar

L'assurance d'un correspondant sur place et la plateforme permettent d'avoir la possibilité d'être dans un engagement dont on connaît l'efficacité sur le terrain, cela donne l'assurance à des collectivités qui souhaiteraient rejoindre ce groupement de coopération et ainsi avoir un débouché pour son investissement public.

Il est important que des collectivités métropolitaines se joignent à ce groupement afin d'avoir un « effet de masse » et dénouer des situations de crise qui s'aggravent.

Anli Bedja, Chargé de mission, Conseil départemental de Mayotte

Le département de Mayotte a validé une subvention de 100 000 euros à 3 structures : l'abattoir Bovima (55 000€ pour l'achat de farine vitaminée), l'ONG Défis (30 000€ pour la construction de 4 puits) et la Fédération des associations des malgaches de Mayotte (15 000€ pour récolter et acheminer le matériel donné par la population mahoraise). La population est solidaire et souhaite venir en aide à l'île voisine.

Michel De March, Chargé de mission territorial, France Volontaires

France Volontaires, en lien avec le poste diplomatique et la cellule de crises à Paris, appuie les collectivités et facilite les missions de volontariat, de service civique international et de réciprocité.

Zoé Courboin, Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes, Cités Unies France

Les collectivités souhaitant s'engager dans cette action sont invitées à écrire à Cités Unies France.

Un dispositif a été lancé il y a quelques années avec l'appui de l'Office International de l'Eau pour développer la gestion intégrée des ressources en eau sur les territoires d'Itasy, entre autres.

La pandémie perturbe les dispositifs mis en place, mais il est important de continuer ce processus et de réfléchir à l'échelle de la zone des Hauts plateaux afin de garantir la poursuite de l'approvisionnement durable des systèmes d'alimentation en eau potable, notamment mis en place dans le cadre de coopération décentralisée.

A ce titre, un processus de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) avec AgriSud est en cours. Aussi, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a financé, auprès de l'Office International de l'Eau, la mise en place d'un incubateur climat qui s'inscrirait dans les 100 projets pour l'Afrique, proposé au Président Macron dans le cadre du *One planet summit*. L'idée est de pouvoir drainer des fonds internationaux, des fonds de la finance climat, afin de faire la promotion des liens avec l'agroforesterie, en techniques environnementales, pour préserver les ressources en eau pour l'alimentation en eau et pour préserver les ressources en eau pour l'agriculture et donc assurer le maintien des populations sur leur territoire, et accompagner la démographie localement. Il s'agit d'un programme qui a pour but d'aboutir dans les prochains mois, début 2021. Une future discussion autour de ce sujet serait la bienvenue.

En lien avec la situation de la Covid19, les agences ont eu une posture particulière pour essayer de brider les sollicitations multiples à financer des aménagements des systèmes d'alimentation en eau potable. En effet, ces systèmes étaient parfois trop fragiles pour accueillir des dispositifs de type fontaine et lavage de mains. L'agence a préféré réorienter une majeure partie des demandes faites vers des solutions plus réfléchies, telles qu'on les voit dans le cadre de la coopération décentralisée, afin de faire le bilan des ressources disponibles et de connaître les équipements pouvant être mis en place sur les réseaux d'eau potable sans perturber leur fonctionnement.

Cela a donné lieu à deux actions majeures menées, notamment avec la Métropole de Lyon. L'agence a cofinancé la Métropole de Lyon et Agence de l'eau a un appel à projet spécial fonds Covid et a permis de financer des équipements dans des lieux publics pour faciliter l'accès à l'eau, à Madagascar et dans d'autres pays.

La Métropole de Lyon a mis en place des systèmes de lavage de main à destination du grand public dans sa zone de coopération. Cette action est pérenne et durable, et nous n'avons pas perturbé le fonctionnement des équipements mis en place dans le cadre de la coopération. On ne perturbe pas le dispositif de durabilité qui avait été envisagé au départ.

On peut soutenir ces programmes de coopération, cela a été discuté avec le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, en lien avec les dispositifs existants, sans les perturber.

Question : Les Agences de l'eau connaissent-elles des associations dans le Sud du pays ?

→ On a eu des financements conjoints avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne sur des projets menés par Transmad Porteurs d'eau. pS-Eau a fait une évaluation de ce dispositif il y a 1 ou 2 ans. UNICEF avait un programme global de transfert d'eau entre la zone des Hauts plateaux et la zone du Grand Sud, mais pas d'informations sur leur avancée et l'adhésion des populations. Dans le grand Sud, les conditions d'accès sont très difficiles, il est compliqué pour des associations d'y mener des programmes.

→ Dans cette zone, des soucis de sécurité étaient également reportés il n'y a pas longtemps.

Liana RAJAONARY, Chargée de mission, Programme Solidarité-Eau (pS-Eau)

L'articulation entre gestion de l'eau pour l'eau potable et pour les besoins alimentaires est primordiale. L'Association des Pays de la Loire met en œuvre un projet pour apporter un accès à l'eau potable dans certaines communes de la façade Sud-Ouest de Madagascar. La particularité du projet est justement de répondre à ces deux besoins prégnants : la question de l'accès à l'eau potable et la réduction de l'insécurité alimentaire. Ils ont donc mis en place des services qui permettent à la fois de répondre aux besoins en eau potable de différentes populations, dans ces communes, mais aussi dans celles qui sont aux alentours (puisque les gens venaient dans ces communes pour s'approvisionner en eau), et des périmètres maraichers pour répondre aux besoins en termes de sécurité alimentaire de ces populations.

C'est le projet qui a été retenu par la DAECT via le dispositif « Clé en main ». L'idée est que Transmad a essayé de mobiliser des acteurs, des collectivités de pays de la Loire pour les inciter à s'engager en coopération avec des communes de cette zone pour appuyer à la mise en œuvre de ce projet de l'usage multiple de l'eau.

Au pS-Eau, nous avons souhaité valoriser les initiatives mises en place par des acteurs de coopération décentralisée et des ONG qui sont intervenus sur l'appui à des collectivités malgaches pour faire face à la crise du Covid19, sous l'angle de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène. Ces interviews montrent des initiatives mises en œuvre par des petites associations qui ont des moyens modestes, des coopérations décentralisées, des ONG internationales, plus habituées et outillées pour répondre à l'urgence. Si vous êtes intéressés, aller voir sur notre site : <https://www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?d=9011>).

Patrick PEREZ, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France à Madagascar

Effectivement, la crise dans le Sud est plus importante que les années précédentes et risque de se dégrader davantage. Au niveau de l'Ambassade de France à Madagascar, nous accordons une aide entre 1 million et 1,5 million d'euros au Programme Alimentaire Mondial (PAM), à des ONG comme Action Contre la Faim (ACF) et le Gret.

Malheureusement, le système des Nations-Unies s'est trop longtemps intéressé à fournir de l'aide alimentaire, alors que les aides devraient être destinées à apporter des solutions de long terme. Il faut faire évoluer les pratiques alimentaires des populations du Sud (le riz ne se cultivera jamais dans cette région), mais cela sera difficile. Le Gret, que l'Ambassade soutient, travaille sur les végétaux qui ont besoin de peu d'eau et organise des ateliers de sensibilisation. Le projet d'UNICEF avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour faire arriver de l'eau dans le Sud, n'est pas encore opérationnel.

Tous les bailleurs/acteurs qui interviennent dans le Sud ne sont pas assez coordonnés. Le gouvernement doit coordonner.

La réponse doit également être multisectorielle. L'Ambassade de France à Madagascar soutient ACF pour améliorer les centres de santé car on ne peut pas nourrir des estomacs malades.

Il faut trouver des solutions pérennes car mettre des pansements ne suffit pas. Il y a de l'eau partout à Madagascar, sauf dans le Sud, donc une régulation pourrait peut-être se faire.

Une belle exposition a été organisée par Pierrot Men à l'Institut français où les contrastes entre le Nord et le Sud sont bien représentés.

Mishou Randimbiarisoa, Premier Conseiller, Ambassade de Madagascar en France

La Banque Mondiale va financer un pipeline d'une centaine de kilomètres pour irriguer l'eau dans le Sud. La Fondation Mérieux de Lyon vient de signer avec le gouvernement malgache et l'entreprise franco-malgache sur place avec le groupe Basan, la construction d'une usine pour la fabrication de la base alimentaire des femmes enceintes afin que le fœtus soit correctement nourri et donc éviter les carences à la naissance. Ce projet a été signé lors de la venue du Président de la République dans le Sud il y a une dizaine de jours.

Patrick PEREZ, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France à Madagascar

En effet, c'est la Fondation Mérieux qui travaille avec le groupe pour la construction d'une usine afin d'apporter cette aide. Le Président a pris le dossier à bras le corps.

Les projets de la Banque Mondiale prendront un peu de temps et en attendant, il faut résorber cette crise sanitaire et cette crise aiguë dans le Sud.

Un Ministère pourrait coordonner l'action des PTF car il y a de bonnes initiatives, d'ailleurs le Président avait félicité une entreprise française implantée dans la région de Tuléar car elle arrive à avoir de l'eau beaucoup plus claire que d'autres forages qui ont été faits (où l'eau est saumâtre, mais qui peut tout de même servir au niveau de l'agriculture).

Remarque : La coordination des PTF existe déjà au niveau de la Primature.

Question : Pensez-vous que la suggestion de Bruno Lorion, concernant la plateforme de coopération – présidée par la région de La Réunion, serait opérationnelle ? Pourrait-elle donner des pistes de solutions assez rapides ? Pourrait-elle nous aider à nous coordonner si certains d'entre nous souhaitent intervenir dans les actions sur l'eau ou autres ?

→ Oui, il y a des échanges de bonnes pratiques entre les acteurs français. Cette plateforme pourrait coordonner toute l'action de l'équipe France, au sens large. Cela ne pourrait être que bénéfique.

Remarque : Dans le groupe-pays Haïti, plusieurs collectivités se sont rassemblées sur le sujet de la protection civile en termes de gestion des risques. Une intervention des collectivités est souhaitable pour une réponse de long terme, et moins pour une réponse à l'urgence qui est mieux faite par les ONG.

→ La Réunion propose justement d'aller au-delà de la réponse à l'urgence et de développer des projets structurants.

→ Il serait important de proposer une réunion thématique et spécifique à cette réflexion et mise en place d'un dispositif qui nous permettent d'intervenir et de manière plus pérenne et en profondeur, que d'une simple aide à une situation de crise.

Remarque : Il y a une très forte mobilisation des réunionnais qui s'est faite avec l'association locale Kéré. Ils ont un partenariat avec le Gret, présent dans le Sud depuis de nombreuses années sur les questions de la sécurité alimentaire. En 2004, le Gret avait appuyé la mise en place d'un pluvium dans la zone et sont de nouveau mandatés pour mettre en œuvre des projets liés à la sécurité alimentaire. Il pourrait être intéressant de convier une personne du Gret pour témoigner sur ce sujet. C'est en plus un opérateur habitué à travailler avec des collectivités françaises.

→ Très bonne suggestion, nous les associerons à un atelier spécifique sécurité alimentaire et eau.

V. Présentation du projet « Clé en main » par Zoé Courboin, Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes à Cités Unies France

Cf. Note de cadrage en annexe 3 et le lien vers le règlement pour répondre à l'AAP : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/aap_associations_-_cles_en_main_2020-2021_-_reglement_cle81e8f2.pdf

VI. Échanges avec les collectivités françaises présentes sur leur potentiel intérêt à s'investir sur les sujets de la formation et de la capitalisation

Philippe Lecluze, Attaché de coopération, Ambassade de France à Madagascar

Les ateliers de la coopération décentralisée, de décembre 2019 à Ampefy, ont traité des questions de la capitalisation, notamment sur les aspects suivants : le portage politique, le dispositif financier, le dispositif administratif et le portage opérationnel.

Delphine Langlade, Chargée de mission, Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine

C'est la raison pour laquelle la région de la Nouvelle-Aquitaine avait demandé à ce que la capitalisation soit priorisée dans le projet Clé en main afin d'être cohérent avec ce qu'il se faisait à Madagascar sur place lors de ces ateliers.

La région Nouvelle-Aquitaine s'est impliquée sur le volet capitalisation, et non formation, car ce dernier aspect concerne plus les communes puisque c'est peut-être un peu plus compliqué de faire bénéficier l'exécutif de ces régions de ces formations.

Questions : Sur la capitalisation, nous sommes très intéressés, mais comment cela va-t-il se mettre en œuvre concrètement ?

Concernant les règles de financement, les collectivités impliquées doivent-elles apporter un financement ?

→ Une réunion a aussi été tenue avec l'Ambassade de France à Madagascar, l'Association des Maires des Grandes Villes de Madagascar (AMGVM) et le CIEDEL pour la partie formation. Les discussions sont en cours.

→ 70% de co-financement pour les pays prioritaires de l'APD, dont Madagascar fait partie. Il est possible de mettre de la valorisation, mais pas de seuil précisé. Généralement sur les AAP du Ministère, on est à 30% de la contribution globale de la collectivité ou des collectivités.

Claudia Meschede, Chargée de mission, ville de Mulhouse

Mulhouse a effectivement assisté à la 1^{ère} réunion pour réfléchir à mettre en place un tel projet. On avait présenté rapidement un document de capitalisation élaboré il y a quelques années sur les marchés de Majunga. Effectivement il est intéressant de capitaliser toutes les actions qui sont faites à Madagascar (ou ailleurs), mais nous ne nous sommes pas engagés à participer à un tel projet puisque nous sommes sur le point de nous lancer dans un FICOL. Nous n'aurons donc ni le temps et ni la capacité en termes de ressources humaines de suivre ce projet. Nous participons dans la mesure du possible mais nous préférons ne pas nous engager pour le moment.

Félix Bokassia, Conseiller municipal délégué aux jumelages et à la solidarité internationale, ville de Château-Thierry

Nous allons rentrer dans une période de festivals de solidarité internationale au mois de novembre. Il sera intéressant de sensibiliser les ONG, les associations, les populations. Un représentant du groupe-pays Madagascar pourrait venir à Château-Thierry pour animer ce festival les 28 et 29 novembre.

→ Zoé Courboin, Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes de Cités Unies France, prendra contact.

Remarque : le département du Finistère est intéressé par le projet Clé en main.

VII. Conclusion :

Isabelle Boudineau, Vice-Présidente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et Présidente du groupe-pays Madagascar

Remerciements

Faire une nouvelle réunion, dédiée à la situation du Sud de Madagascar.

Les CT ont été reconnues par leur niveau d'actions publiques et leur niveau opérationnel lors des dernières Assises de la coopération décentralisée franco-malgache.